



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur l'élaboration du PLU de Pompertuzat (31)**

n°saisine 2016-4608
n°MRAe 2016DKO97

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu la délibération n°2016-01 de la MRAe, en date du 24 juin 2016, portant délégation à Marc Challéat, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2016-4608** ;
- **élaboration du PLU de Pompertuzat (31), déposée par la commune** ;
- reçue le 14 octobre 2016 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 20 octobre 2016 ;

Considérant que la commune de Pompertuzat (2 125 habitants en 2013, augmentation de population de +1,65 % par an de 2007 à 2012) prévoit :

- l'élaboration de son PLU pour prendre en compte le nouveau cadre réglementaire et le SCoT de la grande agglomération Toulousaine ;
- l'accueil de 827 nouveaux habitants et la construction de 306 logements d'ici l'année 2030, conformément à la tendance des dernières années ;
- d'ouvrir à l'urbanisation 13 ha et de densifier 7,5 ha à vocation d'habitat exclusivement sur le bourg ;

Considérant la localisation des zones à aménager, en dehors de zones répertoriées à enjeux écologiques, agricoles ou paysagers et de zones identifiées comme continuités écologiques à maintenir ou renforcer ;

Considérant que les impacts potentiels du plan sur l'environnement sont réduits par le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui prévoit :

- une urbanisation centrée sur le bourg, dans l'enveloppe urbaine existante ou aux abords immédiats de l'urbanisation ;
- un projet d'aménagement collectif autour de l'église, d'un parc public et d'une coulée verte entre le village ancien et le secteur de La Veine ;
- un développement phasé dans le temps (2 ha à court terme sur le secteur Las Crozes et 11 ha à plus long terme sur les secteurs Tuilerie sud, Labit, Les Saules et Moulinasse) et une priorité donnée à la densification (7,5 ha pour produire 36 % du besoin de logements) ;
- la préservation des éléments paysagers identifiés comme trame verte et bleue et des abords du Canal du Midi ;
- la préservation de la plaine agricole de l'Hers ;
- une priorité donnée à la solution d'assainissement collectif pour les zones d'ouverture à l'urbanisation ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet de PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet d'élaboration du PLU de Pompertuzat, objet de la demande n°2016-4608, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 7 décembre 2016

Le président de la mission régionale
d'autorité environnementale,
Marc Challéat



Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Le président de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex

Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34000 Montpellier

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.